

Fédération de Russie : refus de servir dans la guerre contre l'Ukraine

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 29 septembre 2022

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : info@osar.ch

Internet : www.osar.ch

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2022 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Recrutement dans le cadre de la guerre en Ukraine	4
3	Conscription/mobilisation du personnel médical	7
4	Sanctions légales pour refus de combattre ou d'être envoyé en Ukraine	9
4.1	Durcissement des sanctions pénales en cas de « crimes contre le service militaire »	9
4.2	Sanctions légales à l'encontre de médecins.....	10
4.3	Sanctions légales à l'encontre de soldats	11
5	Sanctions informelles pour refus de combattre ou d'être envoyé en Ukraine	13
5.1	Sanctions informelles à l'encontre de médecins	13
5.2	Sanctions informelles à l'encontre de soldats sous contrats	14
6	Sources	14

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Les questions suivantes sont tirées d'une demande adressée à l'analyse-pays de l'OSAR :

1. Les institutions de recherche et les institutions médicales rattachées à l'Agence fédérale biomédicale sont-elles soumises à un régime particulier lors d'une opération militaire spéciale ? Ces institutions ont-elles le devoir de former des équipes spéciales de personnel médical qui, par ordre spécial, sont envoyées travailler dans des zones de combat ?
2. Le personnel médical de ces institutions est-il obligé de signer un contrat, ou tout autre document, qui l'engage à être déployé dans des zones de combats ? Est-il concevable que le personnel soit soumis à de fortes pressions pour accepter de signer ?
3. , Que risque un médecin ou personnel médical travaillant dans un Centre fédéral de recherche scientifique clinique qui a fui la Russie pour ne pas être envoyé dans un hôpital ou centre médical militaire qui soigne les soldats russes blessés dans la guerre contre l'Ukraine, s'il retourne en Russie ?
4. La réponse est-elle la même pour une personne qui n'a pas été mobilisée personnellement, mais qui a fui dès l'ordonnance générale de mobilisation interne au Centre fédéral de recherche ?
5. Les soldats sous contrat avec l'armée russe sont-ils obligés de participer à la guerre en Ukraine ? Que risquent-ils en cas de refus ?
6. Quelles sont les sanctions légales prévues à l'encontre de personnes reconnues coupables d'insoumission ou de désertion ? Ces personnes encourent-elles également des sanctions extra-légales ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements dans la Fédération de Russie depuis plusieurs années.¹ Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Recrutement dans le cadre de la guerre en Ukraine

Le président Poutine a annoncé, le 21 septembre 2022, une mobilisation partielle. Seuls les réservistes ayant une expérience militaire et une certaine spécialité seraient mobilisables. Cela concernerait environ 300 000 personnes. Le chiffre de 1 million est également évoqué. *Al-Jazeera* rapporte que le 21 septembre 2022, le président Poutine a déclaré avoir signé un décret autorisant une mobilisation partielle dans la Fédération de Russie.

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

Celle-ci ne concernerait que les réservistes qui ont déjà une expérience militaire et une certaine spécialité militaire (*Al-Jazeera*, 21 septembre 2022). Selon le *Washington Post*, cela pourrait inclure les travailleurs médicaux et divers spécialistes techniques (*Washington Post*, 21 septembre 2022). *AP News* indique que des responsables russes ont déclaré que le nombre de réservistes mobilisés pourrait atteindre 300 000 hommes (*AP News*, 21 septembre 2022). Le site d'information indépendant *Novaya Gazeta*, cité par *The Guardian*, estime quant à lui qu'il est possible que le nombre de réservistes appelés puisse atteindre le million (*The Guardian*, 22 septembre 2022). Des experts russes en droit, cités par le *Washington Post*, confirment que le décret signé par Poutine est large dans sa formulation et permettrait en effet de revoir le plafond de 300 000 hommes à la hausse. Pour Pavel Chikov, un avocat russe qui dirige le groupe de défense des droits humains Agora, cité par le *Washington Post*, il n'y a pas d'indications sur la durée du service dans le cadre de cette mobilisation partielle. L'avocat relève que le décret prolonge également automatiquement les contrats des soldats existants « jusqu'à la fin de la période de mobilisation » même si ceux-ci ont signé des contrats à court terme (*Washington Post*, 21 septembre 2022).

Exemptions de mobilisation : étudiants, conscrits, parents d'au moins quatre enfants en bas âge et personnes essentielles à l'industrie et soignants. Pour Sergheï Shoigu, ministre russe de la Défense, cité par *AP News*, les conscrits et les étudiants ne seraient pas concernés (*AP News*, 21 septembre 2022). Le *Washington Post* ajoute que l'exemption de mobilisation partielle concerne également les parents ayant quatre enfants en bas âge ou plus, les personnes essentielles aux opérations cruciales de l'industrie et les soignants (*Washington Post*, 21 septembre 2022). Appartenir à une des catégories exemptées ne semble pas être une garantie absolue d'éviter d'être mobilisé. Quelques jours après le début de la mobilisation partielle, CNN indiquait que certains résidents de la République de Sakha avaient reçu un ordre de mobilisation alors qu'ils en étaient en principe exemptés. Selon l'organisation activiste *Free Buryatia Foundation*, citée par CNN, certaines régions et minorités ethniques sont affectées de manière disproportionnée par la mobilisation partielle (CNN, 25 septembre 2022).

Situation avant la déclaration de la mobilisation partielle du 21 septembre 2022

Jusqu'à l'annonce d'une mobilisation partielle par le président Poutine, le personnel militaire déployé en Ukraine était essentiellement composé de volontaires et de soldats professionnels sous contrat. Suppression en mai 2022 de la limite d'âge de 40 ans pour les soldats professionnels. Selon le courriel envoyé à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) le 13 septembre 2022 par une *personne de contact (personne de contact A) qui est un défenseur russe des droits humains*, en l'absence d'une mobilisation générale et de la déclaration de la loi martiale, « l'opération militaire spéciale » sur le territoire de l'Ukraine était menée par les forces de sécurité - le Ministère de la Défense, la garde russe et le Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB), dont le noyau est composé de personnel militaire servant sous contrat, lequel est conclu par des citoyens sur une base volontaire. La BBC indiquait en mai 2022 que la Russie avait supprimé la limite d'âge pour les soldats professionnels, permettant aux personnes de plus de 40 ans de s'engager dans les forces armées. Selon la BBC, qui cite des experts militaires, la Russie compte plus de 400 000 soldats professionnels « sous contrat » sur un total de 900 000 hommes (BBC, 29 mai 2022).

Une mobilisation cachée, mais qui avant septembre 2022, restait largement volontaire. Les conscrits ne peuvent en principe pas être envoyés dans une zone active de combat. Certains ont pourtant été envoyés en Ukraine. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 3 septembre 2022 par une *personne de contact (personne de contact B)* qui est une *défenseuse russe des droits humains*, dans la Fédération de Russie, alors que la mobilisation n'avait pas encore été annoncée, elle avait déjà lieu sous une forme cachée. *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)* rapportait en juillet 2022 que les autorités russes menaient une vaste campagne de recrutement pour renforcer les rangs de leurs unités qui participent à la guerre en Ukraine. Selon Oleg Ignatov, un analyste russe de l'International Crisis Group cité par RFE/RL, il s'agit d'une forme de recrutement clandestin mais qui reste volontaire. Pour Dara Massicot, chercheur à la Rand Corporation, également cité par RFE/RL, face à un sérieux problème de manque de soldats, la Russie utilise de multiples méthodes ad hoc pour recruter, avec des volontaires, des mercenaires, des bataillons de prisonniers et du personnel de la garde nationale. RFE/RL indique que l'armée organise deux cycles de conscription par année, en avril et en septembre. En avril dernier, 135 000 hommes ont été enrôlés. Alors que ces conscrits ne devraient pas pouvoir être envoyés se battre à l'étranger, certains ont malgré tout été déployés en Ukraine (RFE/RL, 14 juillet 2022). Dans une interview donnée au site d'information *Meduza*, l'avocat Maxim Grebenyuk rapporte qu'il existe un décret qui interdit à l'armée russe de forcer un conscrit de prendre part à l'opération spéciale en Ukraine (*Meduza*, 3 mai 2022).

Conscrits forcés de signer un contrat avec l'armée pour être envoyés en Ukraine. D'autres sont mis sous pression pour signer un contrat à la fin de leur service obligatoire. Selon la *personne de contact B*, certains jeunes conscrits ont été envoyés en Ukraine sans en avoir été informés et sans aucune préparation. Sur place, ils ont été obligés de signer un contrat. Selon RFE/RL, dans leur campagne de recrutement, les autorités russes feraient pression sur les conscrits arrivant au terme de leur service obligatoire afin qu'ils signent de nouveaux contrats de volontariat (RFE/RL, 14 juillet 2022). Selon *PBS news*, juste avant l'invasion de l'Ukraine, certains conscrits auraient été forcés de signer des contrats militaires permettant de les envoyer au combat, alors qu'en principe seuls les volontaires y sont envoyés. D'après Lyudmilla Narusova, membre de la chambre haute du parlement russe, ce serait une compagnie entière de 100 hommes qui aurait été forcée de signer de tels contrats avant d'être envoyée sur le front. Seuls quatre hommes de la compagnie auraient survécu. D'après *PBS news*, Svetlana Agapitova, commissaire aux droits de l'homme à Saint-Pétersbourg, a déclaré avoir été contacté par les proches de sept soldats également contraints de signer un contrat avant d'être envoyé en Ukraine contre leur gré (*PBS News*, 1^{er} avril 2022). Le *Washington Post*, qui cite des informations fournies par des organisations des droits humains, confirme également que certains conscrits ont été forcés de signer un contrat avec l'armée avant l'invasion de l'Ukraine. Un avocat, interrogé par le journal, a indiqué que le problème des conscrits contraints de signer des contrats était systémique et existait déjà avant le début de la guerre. Cela serait fait pour que les chefs militaires puissent gonfler leurs chiffres recrutement (*Washington Post*, 1^{er} avril 2022).

La conscription concerne les hommes de 18 à 27 ans qui doivent effectuer un an de service militaire. Des exemptions sont prévues. Il est également possible d'y échapper en payant des pots-de-vin ou en présentant des certificats médicaux, *Al-Jazeera* indique que tous les hommes valides âgés de 18 à 27 ans doivent en théorie effectuer leur service militaire pendant une année. Sont exemptés les étudiants, les condamnés et les membres de la famille des soldats tués. Les pères célibataires et les personnes s'occupant de membres

de la famille handicapés peuvent voir leur service différé. Selon *Al-Jazeera*, en pratique, il est possible d'échapper à la conscription, notamment en versant des pots-de-vin, en présentant des lettres de médecins prouvant qu'ils sont médicalement inaptes, en feignant la folie ou en falsifiant leur fréquentation universitaire. Il est également possible d'opter pour un service civil alternatif, mais seule une petite minorité des demandes sont acceptées. La personne doit suivre une procédure bureaucratique qui se termine par un interrogatoire devant une commission militaire et elle doit arriver à prouver que ses convictions religieuses ou personnelles sont incompatibles avec le service militaire (*Al-Jazeera*, 18 mars 2022).

3 Conscription/mobilisation du personnel médical

Les médecins, hommes et femmes, sont généralement soumis à la conscription. Selon la *personne de contact B*, les médecins, y compris les femmes, sont soumis au service militaire et à la conscription. Le site d'information *Meduza* indique également que les femmes ayant des compétences spécifiques, comme les médecins, sont soumises à la conscription (*Meduza*, 6 mai 2022). Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 7 septembre 2022 par une *personne de contact (personne de contact C) qui est une militante russe des droits humains, spécialiste des droits des prisonniers*, les médecins sont soumis à la conscription, toutefois ceux qui sont titulaires d'un diplôme scientifique en sont exemptés (article 23 de la loi fédérale *Sur le devoir militaire et le service militaire* du 28 mars 1998).

Médecins et personnel médical soumis à la mobilisation partielle déclarée le 21 septembre 2022. Les autorités russes prévoient de mobiliser 3 000 médecins et personnel médical. Priorité donnée à certaines catégories de médecins avec une expérience militaire. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 22 septembre 2022 par une *personne de contact (personne de contact D) qui est un avocat et militant russe des droits humains*, la déclaration de mobilisation partielle du 21 septembre 2022 permet aux autorités russes de forcer un médecin ou du personnel médical à être envoyé en Ukraine. Dans un courriel envoyé à l'OSAR le 22 septembre 2022, la *personne de contact C* indique - en se référant à une interview accordée le 21 septembre 2022 par le vice-président de la commission de la Douma sur la protection de la santé, Badma Bashankayev, au journal médical russe *Meditsinskaya gazeta* - que sur les 300 000 personnes que les autorités russes prévoient de mobiliser, 3 000 seront des médecins et du personnel paramédical. Seront mobilisés en priorité, les médecins diplômés des universités médicales militaires ayant une formation en médecine militaire de terrain, les médecins ayant une expérience du combat et enfin les médecins civils spécialisés en chirurgie, en anesthésiologie et en traumatologie. Seront exemptés, les médecins n'ayant ni formation pertinente ni expérience du combat, les agents de santé des établissements de santé ruraux où il n'y aura personne pour les remplacer et les agents de santé dans des situations de vie particulières, tels que ceux qui ont de nombreux enfants, qui attendent un enfant ou dont les parents sont malades et dépendants.

Situation avant la déclaration de la mobilisation partielle du 21 septembre 2022

Recrutement de personnel médical travaillant pour des institutions qui ont des liens avec le gouvernement russe. Peu avant le début de l'invasion russe en Ukraine, des médecins auraient reçu l'ordre de former des « brigades spéciales » et de se tenir prêt

à être envoyé en Ukraine. Le recrutement des médecins se ferait sur une base « volontaire obligatoire ». **Possibles pressions exercées sur les médecins.** Selon le site d'information *ITV news*, qui cite un médecin russe qui a souhaité rester anonyme, à la fin du mois de février 2022, les médecins russes ont reçu l'ordre de former des « brigades spéciales » pour gérer les blessés russes de la guerre en Ukraine. Selon ce médecin, certains hôpitaux, notamment ceux qui ont des liens de recherche avec le gouvernement russe et qui ont déjà traité des victimes de guerre du Donbass ukrainien et de Syrie, auraient reçu le 22 février 2022, soit deux jours avant l'invasion de l'Ukraine, un document annulant les vacances pour les cadres supérieurs et ordonnant à tout le personnel de travailler « sous un régime spécial » d'état de préparation renforcée. Les médecins auraient été informés par les responsables de l'administration de leur hôpital que les docteurs formant les brigades devaient être joignables à tout moment et prêt à partir. Certains médecins et infirmières auraient été envoyés dans un hôpital à Rostov à la frontière avec l'Ukraine. Le 25 février 2022, *ITV news* a révélé l'existence d'un document indiquant que le Ministère russe de la Santé préparait pour une urgence médicale massive. Selon ce document, daté du 25 février 2022 et signé par le ministre adjoint de la Santé, les institutions médicales devaient identifier du personnel médical prêt à être déployé et fournir au Ministère de la Défense une liste de spécialistes, en particulier des chirurgiens traumatologues, cardiaques, maxillo-faciaux et pédiatriques. Trois docteurs ont confirmé à *ITV news* avoir vu ce document. Selon le docteur, le personnel médical est généralement recruté et envoyé dans les zones de conflits sous un format « volontaire obligatoire » (*ITV news*, 2 mars 2022). Selon la *personne de contact A*, même si les institutions médicales et de recherche de l'Agence fédérale de médecine et de biologie travaillent officiellement dans le régime normal du temps de paix, la direction de ces institutions peut donner des ordres internes pour la formation de brigades spéciales de personnel médical, qui peuvent être déployées, entre autres, dans la zone de guerre. Alors qu'officiellement la participation des médecins à ces brigades ne devrait se faire que, sur une base volontaire, les dirigeants peuvent exercer une pression informelle sur les médecins pour qu'ils prennent part à ces brigades et déploiements.

En l'absence d'un ordre de mobilisation générale, les institutions médicales n'ont pas le droit de déclarer officiellement une mobilisation interne du personnel. Seules les personnes qui acceptent de signer un contrat avec l'armée peuvent être envoyées dans une zone de conflit. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 8 septembre 2022 par la *personne de contact D*, il n'existe pas de « régime spécial » qui s'appliquerait à des institutions médicales et de recherche pendant une « opération militaire spéciale ». En l'absence d'une déclaration de mobilisation nationale (même partielle) annoncée par décret présidentiel, il n'est pas possible pour de telles institutions de déclarer une mobilisation interne du personnel. Cette personne précise ne pas avoir connaissance d'une législation qui permette d'envoyer du personnel médical dans une zone de guerre dans ce contexte. Tant que la mobilisation n'a pas été déclarée, les professionnel-le-s de la santé ne peuvent être enrôlé-e-s dans l'armée sans un contrat de service militaire (qui n'est conclu qu'avec leur consentement). Un médecin qui signe un tel contrat pourrait, cependant, être envoyé en Ukraine en tant que membre des forces armées. Selon la *personne de contact C*, en l'absence d'une mobilisation générale et de l'instauration de la loi martiale, un médecin ne peut pas être mobilisé et envoyé dans une zone de combat.

Des médecins incorporés dans la réserve auraient été envoyés en Ukraine malgré l'absence de mobilisation. Selon la *personne de contact A*, les hommes qui ont déjà servi dans

l'armée et qui sont incorporés dans la réserve ont également été envoyés sur le front ukrainien. Cela inclut des médecins dont certains ont été tués en Ukraine. Selon la *Direction générale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine* (HUR MOU), pour faire face aux nombres importants de blessés, la Russie aurait décidé de mobiliser (y compris à Moscou) le personnel médical. Sont concernés presque toutes les spécialités médicales, mais en particulier les spécialistes en chirurgie. Cette mobilisation se déroulerait dans une certaine discrétion sans en informer le public. La Russie prévoirait d'envoyer les médecins mobilisés dans les territoires ukrainiens qu'elle occupe, en particulier à Mariupol, Luhansk et Donetsk (HUR MOU, 25 juillet 2022).

Peu après le début de l'invasion russe en Ukraine, de nombreux médecins envisageaient déjà de quitter le pays pour éviter de devoir rejoindre l'opération militaire en Ukraine. Selon le site d'information médicale BMJ, à la fin du mois de février 2022, plus de 15 000 médecins russes et professionnels de la santé ont signé une lettre ouverte demandant à Vladimir Poutine de mettre fin aux hostilités contre l'Ukraine. Selon la médecin Ksenia Suvorova, qui a coordonné la lettre ouverte, certains médecins et professionnels de la santé ont été incités à rejoindre l'opération militaire en Ukraine. Nombre d'entre eux ont peur et envisagent de quitter le pays (BMJ, 1^{er} mars 2022).

4 Sanctions légales pour refus de combattre ou d'être envoyé en Ukraine

4.1 Durcissement des sanctions pénales en cas de « crimes contre le service militaire »

Adoption d'un projet de loi, le 20 septembre 2022, qui durcit les sanctions en cas de désertion, d'insubordination et de reddition pendant une mobilisation ou des activités de combats. Loi signée le 24 septembre 2022 par le président Poutine. *AP News* rapporte que la veille de l'annonce par le président Poutine de la mobilisation partielle le 21 septembre 2022, la chambre basse du parlement russe a adopté des amendements du Code pénal qui durcissent les sanctions en cas de désertion, de reddition et d'insubordination (*AP News*, 21 septembre 2022). *Reuters* précise que ces peines s'appliquent en situation de mobilisation militaire ou dans des situations de combats. *Reuters* cite l'avocat et défenseur russe des droits humains, Pavel Chikov, selon qui les concepts de « mobilisation » ou d'« opération de combats » n'existaient pas auparavant dans le Code pénal russe (*Reuters*, 20 septembre 2022). Selon RFE/RL, ce projet de loi modifie les articles relatifs aux crimes contre le service militaire en remplaçant la phrase « pendant les conflits armés ou les actions militaires » par « pendant la période de mobilisation ou l'état de loi martiale, ainsi qu'en temps de guerre ou pendant un conflit armé et des activités de combat en cours. » (RFE/RL, 20 septembre 2022). Pour le site d'information *Meduza*, le fait de commettre un crime « pendant la mobilisation, la loi martiale, en temps de guerre » est devenu une circonstance aggravante. Les personnes de la réserve et celles appelées pour l'entraînement militaire qui refusent de comparaître ou désertent peuvent être poursuivies pénalement (*Meduza*, 20 septembre 2022). Selon CNN, le président Poutine a signé le projet de loi le 24 septembre 2021 (CNN, 25 septembre 2022).

4.2 Sanctions légales à l'encontre de médecins

Sanctions juridiques possibles. En vertu de l'article 332 du Code pénal, la non-exécution d'un ordre peut entraîner une peine de prison pouvant atteindre dix ans. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 22 septembre 2022 par la *personne de contact D*, depuis la déclaration de mobilisation partielle du 21 septembre 2022, il est possible qu'un médecin qui refuse d'être mobilisé fasse l'objet de poursuites pénales, notamment en vertu de l'article 332 du Code pénal qui sanctionne la non-exécution d'un ordre. Amendé le 24 septembre 2022, cet article stipule que pendant la loi martiale, en temps de guerre ou au cours d'un conflit armé ou d'actions militaires, la non-exécution d'un ordre d'un supérieur, causant des conséquences graves, est punie d'une peine d'emprisonnement allant de trois à dix ans (*Gouvernement de la Fédération de Russie*, 24 septembre 2022). L'agence de presse officielle russe *Tass* confirme que pendant la loi martiale, en temps de guerre ou au cours d'un conflit armé ou d'opérations de combat, ceux qui refusent un ordre d'un supérieur, comme par exemple celui d'aller au combat, et que cela entraîne des conséquences graves, encourrent entre trois et dix ans de prison (*Tass*, 24 septembre 2022).

En vertu de l'article 338 du Code pénal, la désertion ou l'absence d'un lieu de service militaire dans le but de se soustraire au service militaire pendant la mobilisation peut entraîner une peine de prison pouvant atteindre quinze ans. Selon le courriel envoyé à l'OSAR le 28 septembre 2022 par une *personne de contact (personne de contact E) qui est une défenseuse russe des droits humains*, un médecin inscrit comme réserviste, qui reçoit la convocation de mobilisation mais qui décide de se cacher ou de quitter le pays, pourrait être poursuivi au nom de l'article 338 du Code pénal qui punit la désertion. L'agence de presse *Tass* indique qu'en vertu de l'article 338 du Code pénal, la désertion ou l'absence d'un lieu de service militaire sans permission pendant la mobilisation peut entraîner une peine de prison pouvant atteindre quinze ans (*Tass*, 24 septembre 2022). L'article 338 du Code pénal, amendé le 24 septembre 2022, stipule en effet que « l'abandon non autorisé d'une unité ou d'un lieu de service dans le but de se soustraire au service militaire, ainsi que la non-présentation au service pour les mêmes raisons » est passible d'une peine de prison allant de cinq à quinze ans, si cet acte est commis « pendant la mobilisation ou la loi martiale, en temps de guerre ou dans des conditions de conflit armé ou d'opérations de combat » (*Gouvernement de la Fédération de Russie*, 24 septembre 2022).

De cinq à dix ans de prison pour des conscrits, des militaires sous contrats ou des réservistes qui abandonnent leur unité militaire ou lieu d'affectation pendant la mobilisation (article 337 du Code pénal). Le Code pénal contient également un autre article, l'article 337, qui sanctionne l'abandon non autorisé d'une unité militaire ou d'un lieu d'affectation. Cet article s'applique aux conscrits et aux militaires sous contrat, mais également aux réservistes pendant leur formation militaire. Si cet acte est commis « pendant la mobilisation ou la loi martiale, en temps de guerre ou dans des conditions de conflit armé ou d'opérations de combat », il peut être puni d'une peine de prison allant de cinq à dix ans (*Gouvernement de la Fédération de Russie*, 24 septembre 2022). Selon CNN, les amendements au Code pénal russe prévoient effectivement qu'une personne qui ne se présente pas au service militaire ou qui abandonne son unité militaire encourt jusqu'à dix ans de prison (CNN, 25 septembre 2022).

Jusqu'à deux ans de prison pour les personnes reconnues coupables d'insoumission. Selon le *Washington Post* et *Al-Jazeera*, les personnes qui ne répondent pas à l'appel du

service militaire sont passibles de lourdes amendes et d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à deux ans (*Washington Post*, 1er avril 2022 ; *Al-Jazeera*, 18 mars 2022). L'article 328 du Code pénal russe stipule en effet qu'une personne qui, sans raison valable, ne répond pas à l'appel du service militaire peut être punie d'une amende qui peut aller jusqu'à 200 000 roubles, ou jusqu'à l'équivalent de 18 mois de salaire, ou d'une peine de prison pouvant atteindre deux ans (*Gouvernement de la Fédération de Russie*, 24 septembre 2022).

Situation avant la déclaration de la mobilisation partielle du 21 septembre 2022

Pas de sanctions juridiques possibles à l'encontre d'un médecin qui a refusé de participer à « l'opération militaire spéciale » en Ukraine. Selon la *personne de contact A*, en date du début du mois de septembre 2022, aucun article du Code pénal ne peut être appliqué à un médecin ou au personnel médical d'un Centre de recherche fédéral qui a refusé de se déplacer dans le cadre de brigades spéciales lors d'une opération militaire en Ukraine, même si cette personne est soumise à la conscription militaire. Il n'y a donc pas de sanction juridique formelle pour le refus de participer à une telle mission.

Pas de poursuites pénales possibles à l'encontre d'un médecin qui n'a pas signé un contrat. Selon la *personne de contact D*, en l'absence d'un contrat signé volontairement par un médecin et qui consent à être envoyé en Ukraine, aucune poursuite pénale ne peut être engagée contre lui s'il refuse de participer à « l'opération militaire spéciale » en Ukraine. Selon *ITV news*, qui cite un médecin, le personnel médical qui refuserait d'être recruté et envoyé en Ukraine serait simplement remplacé au sein de la brigade (*ITV news*, 2 mars 2022).

Des poursuites pénales pourraient être engagées contre un médecin qui a signé un contrat mais qui a refusé d'être envoyé en Ukraine. Ce crime est passible d'une détention allant jusqu'à deux ans. Selon la *personne de contact D*, un médecin qui a volontairement signé un contrat militaire mais qui a ensuite refusé d'être déployé en Ukraine pourrait faire face à des poursuites pénales conformément à l'article 332 du Code pénal russe portant sur le non-exécution d'un ordre militaire. Cet article stipule qu'une personne qui refuse d'exécuter l'ordre légal d'un supérieur, causant ainsi un préjudice substantiel aux intérêts du service militaire, sera punie d'une restriction du service militaire pouvant aller jusqu'à deux ans, ou d'une arrestation d'une durée de six mois, ou d'une détention dans une unité militaire disciplinaire pouvant aller jusqu'à deux ans. Dans le cas où cette personne fait partie d'un groupe organisé qui refuse d'exécuter l'ordre d'un supérieur, alors la peine de privation de liberté peut atteindre cinq ans (*Gouvernement de la Fédération de Russie*, 1996). Toutefois, selon le site d'information *Matrioska*, qui cite des informations données par l'avocat Maxim Grebenyuk au média russe *Mediazona*, l'article 332 du Code pénal, qui punit la non-exécution d'un ordre, ne peut pas s'appliquer, car la Russie n'est pas officiellement en guerre et n'a pas instauré la loi martiale. Il n'existe ainsi aucun ordre de participation des militaires sur le territoire d'un autre État (*Matrioska*, 17 mai 2022).

4.3 Sanctions légales à l'encontre de soldats

Voire les sections 4.1 et 4.2 plus haut.

Situation avant la déclaration de la mobilisation partielle du 21 septembre 2022

Pas de poursuites pénales possibles contre un soldat qui refuse de se battre ou d'être envoyé en Ukraine. Des licenciements sont toutefois possibles. Selon le journal *The Guardian*, qui cite Maikhail Benyash, un avocat russe, en vertu des règles militaires russes, un soldat qui refuse d'être envoyé en Ukraine pour s'y battre pourrait être renvoyé de l'armée, mais il ne peut pas être poursuivi pénalement. Cet avocat cite l'exemple de douze gardes nationaux de la ville de Krasnodar, dans le sud de la Russie, qui ont été licenciés après avoir refusé de se rendre en Ukraine. Pour cet avocat, même s'il est courant pour des commandants de menacer les soldats récalcitrants de prison, il n'existe pas de base légale pour poursuivre pénalement un soldat qui refuse de se battre en Ukraine. De nombreux soldats ont ainsi choisi de se faire licencier ou d'être transférés ailleurs. Cet avocat précise que la situation serait différente si la Russie déclarait officiellement la guerre à l'Ukraine. Dans ce cas-là, un refus d'aller se battre en Ukraine entraînerait des conséquences plus sévères, comme de la prison ferme (*The Guardian*, 12 mai 2022). Dans une interview donnée au site d'information *Meduza*, l'avocat Maxim Grebenyuk rapporte que la plupart des soldats qui ont refusé de participer à l'« opération militaire spéciale » ont été licenciés, mais que d'autres sont restés en place. Selon cet avocat, en temps de paix il est difficile pour l'armée d'engager des poursuites pénales pour désobéissance aux ordres telle que définie par l'article 332 du Code pénal, partie 1. En effet, la non-exécution d'un ordre n'est considéré comme un crime que dans le cas où cela entraîne des conséquences matérielles, ou si cela perturbe une mission de combat (*Meduza*, 3 mai 2022).

Des procédures légales permettent aux soldats de désobéir aux ordres sans craintes de poursuites, notamment en se déclarant pacifistes. Selon RFE/RL, qui cite Sergei Krivenko, un militant des droits humains, les règlements militaires russes prévoient certaines justifications et procédures légales pour les soldats qui désobéissent aux ordres, en particulier si ces derniers se déclarent pacifistes. Ainsi, il ne peut pas y avoir de poursuites pénales à l'encontre de ces soldats s'ils ont des convictions pacifistes et se conforment aux procédures. Si ces soldats ne s'enfuient pas, ils ne peuvent pas être poursuivis pour désertion. L'article sur l'insubordination ou la désobéissance ne s'applique pas non plus, car selon Sergei Krivenko, les soldats ne refusent pas d'exécuter un ordre, ils déclarent simplement leurs convictions pacifistes (RFE/RL, 20 juillet 2022). Selon la BBC, qui cite Alexei Tabalov, un avocat russe des droits humains, le droit russe comprend des clauses qui permettent aux soldats russes de refuser de combattre s'ils ne le souhaitent pas. D'autres avocats, cités par la BBC, qui ont fourni une aide légale à des soldats qui refusaient d'aller se battre en Ukraine, leur ont conseillé de déposer une lettre au quartier général de leur unité pour invoquer un épuisement moral et psychologique qui les empêchait d'aller se battre en Ukraine. Ils ont également reçu le conseil de ne pas quitter leur unité pour éviter d'être accusé de désertion (BBC, 3 juin 2022).

Aucun cas de poursuite pénale enregistré jusqu'ici contre un soldat qui a refusé de se battre en Ukraine. Engager de telles poursuites contre un soldat pourrait pousser l'armée à admettre que « l'opération militaire spéciale » ne se déroule pas comme prévu. Selon le site d'information *Matrioska*, qui cite des informations données par l'avocat Maxim Grebenyuk au média russe *Mediazona*, pas une seule poursuite pénale n'a été enregistrée entre le début de la guerre en Ukraine et la mi-mai à l'encontre de soldats qui ont refusé de se battre en Ukraine (*Matrioska*, 17 mai 2022). Le militant des droits humains, Sergei Krivenko, a également indiqué à la BBC qu'il n'avait connaissance d'aucun cas de poursuite pénale à l'encontre de ceux qui refusent d'aller se battre en Ukraine (BBC, 3 juin 2022). Pour

l'avocat Maxim Grebenyuk, la raison pour laquelle il n'y a pas encore eu une seule affaire pénale pour non-exécution d'un ordre est que si l'armée engageait des poursuites pénales contre un soldat, les médias en seraient informés et l'armée devrait expliquer que quelque chose ne s'est pas passé comme prévu dans « l'opération militaire spéciale ». En effet, en cas de poursuite pénale, le soldat concerné doit recevoir une copie de la décision d'engagement des poursuites qui doit contenir les détails sur le « préjudice important » causé par ses actions vis-à-vis des intérêts de l'armée. Ces informations pourraient être reprises par les médias et causeraient du tort à l'armée. Même si dans l'opinion de l'avocat, les poursuites pénales sont improbables, elles restent théoriquement possibles (*Meduza*, 3 mai 2022). La BBC cite le cas d'un commandant qui a demandé des poursuites pénales à l'encontre d'un soldat qui refusait de retourner en Ukraine, mais un procureur militaire a refusé d'engager de telles poursuites (BBC, 3 juin 2022).

5 Sanctions informelles pour refus de combattre ou d'être envoyé en Ukraine

Situation avant la déclaration de la mobilisation partielle du 21 septembre 2022

5.1 Sanctions informelles à l'encontre de médecins

Un médecin qui refuse d'être déployé en Ukraine risque un licenciement et d'avoir des difficultés à retrouver un emploi. D'autres représailles plus sévères ne sont pas exclues. Selon la *personne de contact D*, un médecin qui n'a pas signé de contrat d'engagement avec l'armée et qui a refusé de participer à l'opération militaire spéciale en Ukraine n'encourt pas de conséquences juridiques, mais il pourrait être licencié sous de faux prétextes et avoir des difficultés à retrouver un emploi. Il pourrait également faire face à d'autres types de discrimination. La *personne de contact A* confirme qu'il est possible que les dirigeants d'institutions médicales et de recherche de l'Agence fédérale de médecine exercent une pression informelle sur les médecins pour qu'ils prennent part à des brigades spéciales prêtes à être déployées en Ukraine. Le médecin peut alors être confronté à la question de démissionner de l'institut ou d'accepter la mission. D'autres types de représailles sont possibles en fonction notamment de l'importance et de l'activisme de la personne. Outre le licenciement, cette personne pourrait se voir menacée par les services sociaux de se faire retirer ses enfants ou encore être déclarée « extrémiste » et voir ses comptes financiers bloqués. Des poursuites pénales peuvent également être engagées contre elle (ou ses proches) pour des motifs aberrants (drogue, hooliganisme, fraude, etc.). La *personne de contact A* précise qu'un médecin qui ne refuse pas formellement de prendre part à ces brigades spéciales, mais qui s'enfuit et quitte le pays, s'expose à des risques de représailles similaires.

Système judiciaire et organismes chargés de l'application de la loi sous influence de la branche exécutive. Très difficile pour un citoyen de faire valoir ses droits dans des « affaires politiques ». Pour la *personne de contact B*, il n'y a pas de « loi » en tant que telle en Russie. Pratiquement tous les tribunaux et les organismes chargés de l'application de la loi sont sous l'influence opérationnelle de l'exécutif. Les citoyens et les citoyennes ne peuvent défendre ou faire valoir leurs droits que dans des cas isolés et presque jamais dans des cas

impliquant des « questions politiques » que les autorités contrôlent. Par conséquent, les autorités disposent d'un arsenal assez large de moyens leur permettant d'influencer ou de punir le citoyen ou la citoyenne « indésirable » sans le réprimer formellement pour des motifs de « protestation ».

5.2 Sanctions informelles à l'encontre de soldats sous contrats

Menaces, intimidations à l'encontre de soldats qui refusent d'aller se battre en Ukraine. Certains sont pointés du doigt et humiliés. Selon la BBC, qui cite l'avocat Alexei Tabalov, même si le droit russe ne permet pas de poursuivre pénalement un soldat qui refuse de se battre, les commandants tentent malgré tout d'intimider les soldats récalcitrants en les menaçant de poursuites (BBC, 3 juin 2022). L'avocat Maxim Grebenyuk, interviewé par *Meduza*, rapporte également que certains soldats qui ont refusé de participer à l'« opération militaire spéciale » ont été menacés de poursuites pénales ou d'être accusé de trahison ou de désertion (*Meduza*, 3 mai 2022). Selon RFE/RL, les commandants qui font face au refus des soldats de se battre en Ukraine ne peuvent pas engager de poursuites pénales à leur encontre. En revanche, ils emploient d'autres tactiques, comme par exemple humilier publiquement ces soldats. RFE/RL rapporte que dans la ville de Budyonnovsk, dans le sud de la Russie, les commandants ont érigé un « mur de la honte », avec les noms, les photos et les grades de quelque 300 soldats qui ont désobéi aux ordres pendant la guerre en Ukraine. Le panneau accuse ces soldats d'avoir oublié leur devoir envers la patrie et leurs serments militaires (RFE/RL, 20 juillet 2022).

Certains soldats ont reçu un tampon sur leur carte d'identité militaire mentionnant qu'ils avaient refusé d'être déployé en Ukraine et qu'ils étaient « enclins à la trahison, à la tromperie et au mensonge ». Dans une interview donnée au site d'information *Meduza*, l'avocat Maxim Grebenyuk rapporte que certains soldats qui ont refusé de se battre en Ukraine ont eu leurs états de service marqués d'un tampon avec la mention « enclin à la trahison, à la tromperie et au mensonge ». Selon l'avocat, cette pratique n'est pas systématique et provient probablement de l'initiative personnelle de plusieurs commandants. D'autres soldats ont rapporté que leur carte de service militaire mentionnait qu'ils avaient été licenciés pour avoir refusé de participer à l'opération militaire spéciale et notamment pour « non-respect des termes du contrat ». Le but de ces notes, qui selon l'avocat sont illégales, est de ruiner la vie du soldat en limitant ses futures options professionnelles, surtout s'il reste dans le domaine militaire, pénitentiaire ou de toute organisation chargée de faire respecter la loi (*Meduza*, 3 mai 2022). La *personne de contact A* a confirmé que certains conscrits qui ont refusé de participer à « l'opération militaire spéciale » se sont vus apposer un tampon sur leur carte d'identité militaire avec la mention « Sujet à la trahison, au mensonge et à la tromperie. Refus de participer à des opérations spéciales sur le territoire de l'Ukraine, de la DNR et de la LNR ». Pour cette personne de contact, un tel tampon aura un impact très négatif sur la vie du soldat.

6 Sources

Al-Jazeera, 21 septembre 2022:

« Russian President Vladimir Putin has announced a partial mobilisation in Russia as the war in Ukraine reaches nearly seven months.

In a televised address to the nation on Wednesday, Putin said he was defending Russian territories and that the West wanted to destroy the country. [...]

Putin said he has signed a decree on the partial mobilisation, which is due to start later on Wednesday.

“We are talking about partial mobilisation, that is, only citizens who are currently in the reserve will be subject to conscription, and above all, those who served in the armed forces have a certain military specialty and relevant experience,” he said. [...]

Reporting from Kyiv, Al Jazeera’s Gabriel Elizondo said it was a “defiant speech” by the Russian leader.

“He stressed that it was partial, not a full mobilisation. What exactly does this look like? He didn’t say,” he said. “In general, a full mobilisation would mean that any military (reservist), roughly 18-60 years old, could not leave Russia and would need to join the military.”

Elizondo said Putin’s speech is an indication that he wants to ramp up the Russian military to fight the war in Ukraine. “No matter how you look at it, it is definitely an escalation if you will, and a realisation that perhaps Moscow needs more troops in Ukraine to achieve its military goals.” » Source: Al-Jazeera, Russia’s Putin signs decree on partial mobilisation for citizens, 21 septembre 2022: www.aljazeera.com/news/2022/9/21/russias-putin-signs-decree-on-partial-mobilisation-for-citizens.

Al-Jazeera, 18 mars 2022:

« Russia has had a system of conscription since tsarist times, when recruits could be press-ganged into service for up to 15 years. But modern conscription dates back to the Soviet era.

Every able-bodied man aged 18-27, in theory, has to serve one year, and draft-dodgers face heavy fines and up to two years’ imprisonment.

Students, convicts, and family members of killed soldiers are exempt, while single fathers and carers for disabled family members can have their service deferred.

And in practice, others have before been able to skip conscription. Those who had the means could avoid the draft by paying bribes, showing doctors’ letters proving they were medically unfit, feigning insanity or falsifying university attendance.

“Yes, this question has been asked of us a lot recently – how to avoid service. That they [draftees] know such ways exist is already good,” Elena Popova, coordinator of the Russia-based Movement of Conscientious Objectors, told Al Jazeera.

“In general, I’ve noticed that since the start of this war people are very afraid in all sorts of ways. They’re afraid they’ll all be grabbed and thrown into the meat-grinder. They feel their

freedom is under immense pressure. So now I think it's particularly important to show that other ways exist, and they work."

And there is yet another way of staying out of the barracks.

According to the Russian constitution, people whose religious or personal beliefs are incompatible with military service, as well as members of certain ethnic minorities living a traditional way of life, are allowed to perform "alternative civil service" (AGS) instead.

Such religious or personal beliefs are vaguely defined – simply saying you're a pacifist, for example, is not enough; you have to prove it.

This can be done with a bureaucratic procedure that ends with an interrogation before a military committee. Of the tens of thousands called for duty each year, only a fraction are given AGS.

After being accepted, unlike conscription, AGS can last nearly two years.

The draftee can be tasked with a variety of duties. Jobs such as nurses, cleaners and postal workers are the most common. Although it is not forced labour, draftees are deprived of several workplace rights. » Source: Al-Jazeera, Fearing front-line deployment, some Russians resist conscription, 18 mars 2022: www.aljazeera.com/news/2022/3/18/fearing-front-line-deployment-some-russians-resist-conscription.

AP News, 21 septembre 2022:

« Russian President Vladimir Putin on Wednesday announced a partial mobilization in Russia as the war in Ukraine reaches nearly seven months and Moscow loses ground on the battlefield. Putin also warned the West that "it's not a bluff" that Russia would use all the means at its disposal to protect its territory.

The total number of reservists drafted in the partial mobilization is 300,000, officials said. [...]

Putin said he has signed a decree on the partial mobilization, which is due to start on Wednesday.

"We are talking about partial mobilization, that is, only citizens who are currently in the reserve will be subject to conscription, and above all, those who served in the armed forces have a certain military specialty and relevant experience," Putin said.

Russian Defense Minister Sergei Shoigu said in a televised interview Wednesday that Shoigu assured that conscripts and students will not be mobilized, only those with relevant combat and service experience will. [...]

In another signal that Russia is digging in for a protracted and possibly ramped-up conflict, the Kremlin-controlled lower house of parliament voted Tuesday to toughen laws against desertion, surrender and looting by Russian troops. Lawmakers also voted to introduce possible 10-year prison terms for soldiers refusing to fight.

If approved, as expected, by the upper house and then signed by Putin, the legislation would strengthen commanders' hands against failing morale reported among soldiers. »

Source: AP News, Putin sets partial mobilization in Russia, threatens enemies, 21 septembre 2022:
<https://apnews.com/article/russia-ukraine-putin-donetsk-f64f9c91f24fc81bc8cc65e8bc7748f4>.

BBC, 3 juin 2022:

« At the beginning of April, Sergey was sent back over the border to a camp on the Russian side. Troops had been withdrawn from northern Ukraine and appeared to be regrouping for an assault in the east. Later that month he received an order to return to Ukraine - but told his commander that he was not prepared to go.

"He said it was my choice. They didn't even [try to] dissuade us, because we weren't the first," Sergey told the BBC. But, he had been sufficiently worried about his unit's reaction to his refusal that he decided to seek legal advice.

A lawyer told Sergey and two like-minded colleagues to return their arms and go back to their unit's headquarters - where they should file a letter explaining that they were "morally and psychologically exhausted" and could not continue fighting in Ukraine.

Sergey was told that returning to the unit was important because simply leaving could be interpreted as desertion, which can result in a two-year sentence in a disciplinary battalion.

Army commanders try to intimidate contract soldiers into staying with their units, according to Russian human rights lawyer Alexei Tabalov. But he stresses that Russian military law does include clauses which allow soldiers to refuse to fight if they don't want to.

Human rights activist Sergei Krivenko says he is not aware of any prosecutions of those refusing to return to the front.

That is not to say that prosecutions are not being attempted.

One commander in northern Russia requested a criminal case be brought against his subordinate who would not return to Ukraine, but a military prosecutor refused to proceed, according to documents seen by the BBC. Such an action would be "premature" without having assessed the harm to the military service he was involved in, the prosecutor said.

And there is no guarantee that more prosecutions might not emerge in the future. [...] »

Source: BBC, The Russian soldiers refusing to fight in Ukraine, 3 juin 2022:
www.bbc.com/news/world-europe-61607184?at_medium=RSS&at_campaign=KARANGA.

BBC, 29 mai 2022:

« Russia has scrapped its age limit for professional soldiers, paving the way for more civilian experts to be recruited for the Ukraine conflict.

President Vladimir Putin has signed a law enabling people over 40 to enlist for the armed forces. They are expected to be people of normal working age.

Previously the army had age limits of 18-40 years for Russians and 18-30 for foreigners.

Russia is presenting it as a move to recruit more technical specialists.

The new law says specialists are required to operate high-precision weapons and "experience shows that they become such by the age of 40-45". More medics, engineers and communications experts may also be recruited. [...]

President Putin has avoided large-scale conscription for what Russia calls its "special military operation" in Ukraine.

But in March Russia's defence ministry admitted that some conscripts were involved in the conflict and some had been taken prisoner by Ukrainian forces. The defence ministry stressed that it was not official policy to send conscripts into battle.

Later, Defence Minister Sergei Shoigu said that those conscripts drafted into the military this spring would not be sent to any hotspots. [...]

Russia now has more than 400,000 professional "contract" soldiers in its 900,000-strong active armed forces. It can also mobilise about two million reservists, military analysts say. » Source: BBC, Russia scraps age limit for new troops in Ukraine push, 29 mai 2022: www.bbc.com/news/world-europe-61619638.

BMJ, 1er mars 2022:

« Thousands of Russian doctors and other healthcare workers have signed an open letter to Vladimir Putin urging him to cease hostilities against Ukraine.

In their letter doctors, nurses, and paramedics said that they "strongly oppose the military actions carried out by Russian armed forces on the territory of Ukraine" and called for their president to withdraw troops.

As at Monday 28 February a total of 15 000 medical professionals across Russia had signed the letter. [...]

Suvorova added that some doctors and medical professionals in Russia were being urged to join the military operation in Ukraine.

"Many people are seriously considering leaving," she said. "Of course, many of us are scared. [...]"

. » Source: BMJ; Ukraine invasion: Russian doctors urge Putin to cease hostilities, 1er mars 2022: www.bmj.com/content/376/bmj.o531.

CNN, 25 septembre 2022:

« Russia's "partial mobilization" for its war in Ukraine is off to a chaotic start amid protests, drafting mistakes and an exodus of citizens fleeing Russia, as the Kremlin tightens rules around evading military orders.

Some residents in Russia's Far East Sakha Republic were conscripted "by mistake" despite not being eligible for mobilization, such as fathers of underage children, according to a local leader.

"All who were mobilized by mistake must be returned back. This work has already begun," the republic's head Aisen Nikolaev said in a Telegram post, following a meeting on the presidential decree on partial mobilization.

Two senior lawmakers in Russia acknowledged the issues Sunday, saying the mobilization should be carried out "in accordance with the law" and lamenting reports of "erroneous incidents of mobilizing citizens." [...]

The mobilization would only affect Russians with previous military experience, according to Defense Minister Sergei Shoigu, who said 300,000 reservists would be called up. However, the decree itself gives much broader terms, sowing fears among Russians of a wider draft in the future.

Activist groups, such as Free Buryatia Foundation, have said ethnic minorities in Russia are being disproportionately mobilized. CNN has geolocated videos of some of these men being mobilized in Russia's Far East regions. [...]

But Russia has moved to dissuade military men from dodging the draft or disobeying orders with new laws.

Putin on Saturday signed several amendments to the country's Criminal Code tightening punishments relating to military service during times of mobilization, martial law or wartime, which are considered "aggravating factors in criminal sentencing," according to language published on the government's legal portal. This follows the introduction of amendments by the State Duma on Tuesday.

Under the new rules, Russians who abandon or fail to report for military duty could be subject to up to 10 years in prison.

"The federal law also introduces criminal liability for military personnel for voluntary surrender, as well as criminal liability for looting during martial law, in wartime or in conditions of armed conflict or combat operations," reads a statement by the Kremlin about the amendments. » Source: CNN, Protests, drafting mistakes and an exodus: Putin's mobilization off to chaotic start, 25 septembre 2022: <https://edition.cnn.com/2022/09/25/europe/russian-mobilization-putin-exodus-chaos-new-laws-intl-hnk/index.html>.

Gouvernement de la Fédération de Russie, 24 septembre 2022:

« УК РФ Статья 328. Уклонение от прохождения военной и альтернативной гражданской службы

1. Уклонение от призыва на военную службу при отсутствии законных оснований для освобождения от этой службы -

наказывается штрафом в размере до двухсот тысяч рублей или в размере заработной платы или иного дохода осужденного за период до восемнадцати месяцев, либо принудительными работами на срок до двух лет, либо арестом на срок до шести месяцев, либо лишением свободы на срок до двух лет.

(в ред. Федеральных законов от 08.12.2003 N 162-ФЗ, от 07.03.2011 N 26-ФЗ, от 07.12.2011 N 420-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции)

2. Уклонение от прохождения альтернативной гражданской службы лиц, освобожденных от военной службы, -

наказывается штрафом в размере до восьмидесяти тысяч рублей или в размере заработной платы или иного дохода осужденного за период до шести месяцев, либо обязательными работами на срок до четырехсот восьмидесяти часов, либо арестом на срок до шести месяцев.

(в ред. Федеральных законов от 08.12.2003 N 162-ФЗ, от 07.03.2011 N 26-ФЗ, от 07.12.2011 N 420-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции)

[...]

УК РФ Раздел XI. ПРЕСТУПЛЕНИЯ ПРОТИВ ВОЕННОЙ СЛУЖБЫ

Глава 33. Преступления против военной службы

УК РФ Статья 331. Понятие преступлений против военной службы

1. Преступлениями против военной службы признаются предусмотренные настоящей главой преступления против установленного порядка прохождения военной службы, совершенные военнослужащими, проходящими военную службу по призыву либо по контракту, а также гражданами, пребывающими в запасе, во время прохождения ими военных сборов. [...]

УК РФ Статья 332. Неисполнение приказа

1. Неисполнение подчиненным приказа начальника, отданного в установленном порядке, причинившее существенный вред интересам службы, -

наказывается ограничением по военной службе на срок до двух лет, либо арестом на срок до шести месяцев, либо содержанием в дисциплинарной воинской части на срок до двух лет.

2. То же деяние, совершенное группой лиц, группой лиц по предварительному сговору или организованной группой, а равно повлекшее тяжкие последствия, -

наказывается лишением свободы на срок до пяти лет.

2.1. Неисполнение подчиненным приказа начальника, отданного в установленном порядке, в период военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, а равно отказ от участия в военных или боевых действиях -

наказываются лишением свободы на срок от двух до трех лет.

(часть 2.1 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

2.2. Деяния, предусмотренные частями первой или второй настоящей статьи, совершенные в период военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, а равно отказ от участия в военных или боевых действиях, повлекший тяжкие последствия, -

наказываются лишением свободы на срок от трех до десяти лет.

(часть 2.2 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

3. Неисполнение приказа вследствие небрежного либо недобросовестного отношения к службе, повлекшее тяжкие последствия, -

наказывается ограничением по военной службе на срок до одного года, либо арестом на срок до шести месяцев, либо содержанием в дисциплинарной воинской части на срок до двух лет.

(в ред. Федерального закона от 07.03.2011 N 26-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции) [...]

УК РФ Статья 337. Самовольное оставление части или места службы

1. Самовольное оставление части или места службы, а равно неявка в срок без уважительных причин на службу при увольнении из части, при назначении, переводе, из командировки, отпуска или медицинской организации продолжительностью свыше двух суток, но не более десяти суток, совершенные военнослужащим, проходящим военную службу по призыву, -

(в ред. Федерального закона от 25.11.2013 N 317-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции)

наказываются арестом на срок до шести месяцев или содержанием в дисциплинарной воинской части на срок до одного года.

2. Те же деяния, совершенные военнослужащим, отбывающим наказание в дисциплинарной воинской части, -

наказываются лишением свободы на срок до двух лет.

2.1. Самовольное оставление части или места службы, а равно неявка в срок без уважительных причин на службу продолжительностью свыше двух суток, но не более десяти суток, совершенные военнослужащим, проходящим военную службу по призыву или по контракту, в период мобилизации или военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, -

наказываются лишением свободы на срок до пяти лет.

(часть 2.1 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

3. Самовольное оставление части или места службы, а равно неявка в срок без уважительных причин на службу продолжительностью свыше десяти суток, но не более одного месяца, совершенные военнослужащим, проходящим военную службу по призыву или по контракту, -

наказываются ограничением по военной службе на срок до двух лет, либо содержанием в дисциплинарной воинской части на срок до двух лет, либо лишением свободы на срок до трех лет.

3.1. Деяния, предусмотренные частью третьей настоящей статьи, совершенные в период мобилизации или военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, -

наказываются лишением свободы на срок до семи лет.

(часть 3.1 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

4. Деяния, предусмотренные частью третьей настоящей статьи, продолжительностью свыше одного месяца -

наказываются лишением свободы на срок до пяти лет.

5. Самовольное оставление части или места службы, а равно неявка в срок без уважительных причин на службу продолжительностью свыше одного месяца, совершенные военнослужащим, проходящим военную службу по призыву или по контракту, в период мобилизации или военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, -

наказываются лишением свободы на срок от пяти до десяти лет.

(часть 5 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

Примечания. 1. Военнослужащий, впервые совершивший деяния, предусмотренные частями первой, второй, третьей или четвертой настоящей статьи, может быть освобожден от уголовной ответственности, если самовольное оставление части или места службы, а равно неявка в срок без уважительных причин на службу явились следствием стечения тяжелых обстоятельств.

2. Граждане, пребывающие в запасе, во время прохождения ими военных сборов несут уголовную ответственность за совершение преступлений, предусмотренных настоящей статьей, которая установлена для военнослужащих, проходящих военную службу по контракту.

(примечания в ред. Федерального закона от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции) [...]

УК РФ Статья 338. Дезертирство

1. Дезертирство, то есть самовольное оставление части или места службы в целях уклонения от прохождения военной службы, а равно неявка в тех же целях на службу -

наказывается лишением свободы на срок до семи лет.

2. Дезертирство с оружием, вверенным по службе, а равно дезертирство, совершенное группой лиц по предварительному сговору или организованной группой, -

наказывается лишением свободы на срок до десяти лет.

(в ред. Федерального закона от 07.03.2011 N 26-ФЗ)

(см. текст в предыдущей редакции)

3. Деяния, предусмотренные частями первой или второй настоящей статьи, совершенные в период мобилизации или военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, -

наказываются лишением свободы на срок от пяти до пятнадцати лет.

(часть 3 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ)

Примечание. Военнослужащий, впервые совершивший дезертирство, предусмотренное частью первой настоящей статьи, может быть освобожден от уголовной ответственности, если дезертирство явилось следствием стечения тяжелых обстоятельств. [...]

УК РФ Статья 339. Уклонение от исполнения обязанностей военной службы путем симуляции болезни или иными способами

1. Уклонение военнослужащего от исполнения обязанностей военной службы путем симуляции болезни, или причинения себе какого-либо повреждения (членовредительство), или подлога документов, или иного обмана -

наказывается ограничением по военной службе на срок до одного года, либо арестом на срок до шести месяцев, либо содержанием в дисциплинарной воинской части на срок до одного года.

2. То же деяние, совершенное в целях полного освобождения от исполнения обязанностей военной службы, -

наказывается лишением свободы на срок до семи лет.

3. Деяния, предусмотренные частями первой или второй настоящей статьи, совершенные в период мобилизации или военного положения, в военное время либо в условиях вооруженного конфликта или ведения боевых действий, -

наказываются лишением свободы на срок от пяти до десяти лет.

(часть 3 введена Федеральным законом от 24.09.2022 N 365-ФЗ) » Source: Gouvernement de la Fédération de Russie, Code pénal de la Fédération de Russie du 13.06.1996 N 63-FZ (amendé en date du 24.09.2022), 24 september 2022: http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_10699/.

HUR MOU, 25 juillet 2022:

« The large number of wounded servicemen in units of the russia's armed forces, which are involved in hostilities in Ukraine, led to overwhelming military hospitals in the territory of the russian federation. It turned out that their capacity was not designed for such a flow of patients. This makes it impossible to provide high-quality medical care.

The leadership of the occupying country also decided to mobilize (including in moscow) medical personnel. This applies to specialists of almost all medical specialties, however, the main attention is paid to surgical personnel. These events occur without wide publicity in the mass media and the public.

In the future, mobilized doctors are planned to be sent to the temporarily occupied territories of Ukraine. In particular, in Mariupol, Luhansk, Donetsk. Non-surgical medical personnel are planned to be "optimized" for work in front-line areas: therapists – as surgeon assistants, pediatricians – as military paramedics, etc. [...] » Source: Defence Intelligence of the Ministry of Defence of Ukraine (HUR MOU), Russia is conducting mobilization of Medical Staff through the vast number of wounded occupiers, 25 juillet 2022: <https://gur.gov.ua/en/content/rosiiski-shpytali-ne-zdatni-vporatysia-z-naiavnoi-kilkistiu-poranykh-okupantiv-v-rf-provodytsia-mobilizatsiia-medychnoho-personalu.html>.

The Guardian, 22 septembre 2022:

« [...] Fears have grown after independent website *Novaya Gazeta Europe* reported, based on its government sources, that the mobilisation decrees allow the Ministry of Defence to call up 1,000,000 people, instead of the 300,000 announced by the country's defence minister, Sergei Shoigu, on Wednesday.

For now, Lobanovskaya said, the majority of Russians leaving are men.

The Guardian also spoke to a number of women, mostly medics, who similarly decided to leave the country after reports started to trickle out that Russia was calling up health professionals to the front.

“I know medics are supposed to treat people, that is our duty,” said Tatayana, a doctor from Irkutsk, who bought a plane ticket to Baku for next week. “But I believe the sooner this horrible war stops, the fewer people will die.” » Source: The Guardian, ‘I will cross the border tonight’: Russians flee after news of draft, 22 septembre 2022: www.theguardian.com/world/2022/sep/22/my-heart-sank-with-news-of-draft-russians-flee-in-droves?CMP=Share_AndroidApp_Other.

The Guardian, 12 mai 2022:

« Under Russian military rules, troops who refuse to fight in Ukraine can face dismissal but cannot be prosecuted, said Mikhail Benyash, a lawyer who has been advising soldiers who choose that option.

Benyash said “hundreds and hundreds” of soldiers had been in touch with his team for advice on how they could avoid being sent to fight. Among them were 12 national guardsmen from Russia’s southern city of Krasnodar who were fired after refusing to go to Ukraine.

“Commanders try to threaten their soldiers with prison time if they dissent, but we tell the soldiers that they can simply say no,” Benyash said, adding that he was not aware of any criminal cases against soldiers who refused to fight. “There are no legal grounds to start a criminal case if a soldier refuses to fight while on Russian territory.”

Many soldiers, therefore, have chosen to be fired or transferred rather than going into “the meat grinder”, he said.

A similar account to Dmitri’s was given to the BBC’s Russian service by Sergey Bokov, a 23-year-old soldier who at the end of April decided to leave the army after fighting in Ukraine. “Our commanders didn’t even argue with us because we were not the first ones to leave,” Bokov said.

Pointing to Russia’s military laws, Benyash said it would be more difficult for soldiers to refuse to fight if Russia were to declare a full-scale war. “During wartime, rules are totally different. Refusal then would mean much harsher penalties. They would be looking at time in prison.”

While the exact number of soldiers refusing to fight remains unclear, such stories illustrate what military experts and western governments say is one of Russia's biggest obstacles in Ukraine: a severe shortage of infantry soldiers. » Source: The Guardian, 'They were furious': the Russian soldiers refusing to fight in Ukraine, 12 mai 2022: www.theguardian.com/world/2022/may/12/they-were-furious-the-russian-soldiers-refusing-to-fight-in-ukraine.

ITV news, 2 mars 2022:

« Russian doctors have been ordered to form "special brigades" to deal with casualties from the war in Ukraine, according to a doctor who spoke to ITV News on the condition of anonymity.

On the 22 February, according to the doctor, hospitals received a document cancelling holidays for senior staff and ordering all staff to work "under a special regime" of a heightened state of readiness.

The document arrived at hospitals which have research ties to the Russian government and which have previously dealt with war casualties from Ukraine's Donbass and Syria.

The letter arrived two days before Vladimir Putin ordered his invasion of Ukraine and a day after he slammed the collapse of the Soviet Union and the loss of Ukraine in an hour-long nationwide address.

Following receipt of the document, doctors at one Russian hospital were informed they had to be ready to work at a moment's notice. ITV News has been told that on 1 March, on one hospital's daily morning zoom call, medics were given a message by hospital management. "They told us, 'we order everyone to work under a special regime.'"

"They said that at the moment no one in particular is being called, but that everyone should be ready," the doctor told ITV News.

The doctor said they were told, "we need to create special brigades. Some are specialists, for example, surgeons, haematologists and so on. Others are general [medics.] They [hospital management] said there should be brigades where people are contactable at all times and are ready to go at any moment."

ITV News understands doctors and nurses at a different hospital have been sent today to work at a hospital in the Rostov region.

This region of Russia borders Ukraine.

Russian forces are visible in the region on satellite imagery and it also the destination for evacuees from the self-proclaimed Donetsk and Luhansk 'peoples' republics' in eastern Ukraine.

Today Russia's Defence Ministry announced the number of Russian troops who have died since the invasion began.

Major General Igor Konashenkov said that Russian losses were smaller than that of Ukraine and said 498 people had died "in the line of duty" and that 1,597 servicemen were injured.

On 25 February ITV News exclusively reported the existence of a document which indicated that Russia's Ministry of Health was preparing for a massive medical emergency.

The document called for medical institutions to identify medical staff ready to relocate and work and to provide the Health Ministry with a list of medics including trauma, heart, maxillofacial and paediatric surgeons.

The document was dated 25 February and ordered that lists be compiled by 6pm that day. It was signed by the deputy health minister. Following publication of that document, three Russian doctors confirmed to ITV News that they had seen a copy of it.

Neither the document seen by ITV News dated 25 February nor the one described by the Russian doctor dated 22 February explicitly mentioned the war in Ukraine.

On the hospital's zoom call, the Russian doctor also said Ukraine was not mentioned and medics were not told where they would be going.

On the call, the doctor said: "In my department, they reacted calmly. We were told that they could send us anywhere. Maybe to Moscow, and maybe to other regions. But no one asked questions, because everyone knows where they will be going in the end."

According to the doctor who spoke to ITV News, this is not the first time Russia has asked medical staff to deal with its war casualties.

The doctor said casualties from the war in the Donbass in eastern Ukraine which began in 2014 were brought to the hospital for treatment.

Medics, the doctor said, have also previously been drafted in to help with military campaigns abroad.

"For us, these stories are more or less familiar - previously people went to Syria, now they are going to deal with Ukraine."

Russia's military intervention in the Syrian civil war began in September 2015. ITV News was told by the Russian doctor that medics are generally sent to conflicts in a "voluntary compulsory format."

Asked by ITV News whether it is possible to refuse to become a part of the "special brigades" which are said to deal with Russian casualties from the war in Ukraine, the doctor said if they refused, they "would be replaced within the brigade."

Some hospitals are putting out calls among doctors to backfill shifts because, ITV News has been told, medics have already been sent away to work.

One message seen by ITV News, reads: "Dear Doctors! We have an amazing opportunity to fill in for [name of doctor] who is on an urgent business trip. We need willing people for a vacant shift on March [date]".

The call for some doctors to help treat victims of the war in Ukraine has been so sudden that ITV News has been told of medical staff rushing in to say goodbye to colleagues before being taken straight from work towards the frontlines to deal with casualties following Russia's invasion of Ukraine.

ITV News has asked Russia's Ministry of Health whether it is true doctors are being sent to treat casualties associated with Russia's invasion of Ukraine but is yet to receive a response.

» Source: ITV news, Russian doctors ordered to form 'special brigades' to deal with Ukraine war casualties, 2 mars 2022: www.itv.com/news/2022-03-02/russian-doctors-ordered-to-form-brigades-to-deal-with-ukraine-war-casualties.

Matrioska, 17 mai 2022:

« Lawyer Maxim Grebenyuk, author of the 'Military Ombudsman' group in [a Russian social network] VK, told Mediazona that he received about 40 appeals from employees of various units with requests for legal assistance to refuse to participate in the hostilities. For example, one of the applicants who had worked in the combat zone as a driver said in his report that a few days before the war he had been sent on a business trip 'to perform special tasks,' had come under fire, 'saw losses of military equipment and personnel' and 'concluded that personnel were sent to the front line of combat operations to face imminent death' and in this connection he considered his participation 'inexpedient' and 'does not wish to return to the front line after the retreat.' According to the information which Grebenyuk receives from his acquaintances, in prosecutor's offices and offices of investigators in regions bordering on Ukraine there are a lot of reports about refusals, and nothing is done about these orders. Since the beginning of the war, not a single criminal case has been filed under Article 332 of the Criminal Code for 'failure to carry out an order which [failure] caused substantial harm to the interests of the service.' The reason for that is, Russia has not formally declared war with Ukraine and has not introduced martial law, so there are no orders for participation of servicemen in the territory of another state. Rosgvardiya fighters and servicemen are simply dismissed for persistent refusal. In one unit, more than 500 Rosgvardiya fighters allegedly refused to go to war, and their commanders threatened them with dismissal orders (Mediazona, Apr 6).

Prosecutors and investigators do not know what to do with them [the reports of refusals]. It is impossible to initiate a case, it is also impossible not to send the materials anywhere, so they just do nothing. They only participate in the intimidation of servicemen: if you don't go, we'll initiate a case — lawyer Maksim Grebenyuk. [...] » Source: Matrioska, Documents: More and more russian refuse to fight in Ukraine, 17 mai 2022: www.matrioska.info/attualita/more-and-more-russian-refuse-to-fight-in-ukraine/.

Meduza, 22 septembre 2022:

« Meduza spoke with a military attorney from the Russian Human Rights Defenders' Coalition. Here's our summary of the legal advice that reflects the plight of millions of Russians who are, as the Kremlin claims, now subject to the draft. [...]

Moving to avoid the draft might seem tempting, but there're complications to keep in mind. **The current law concerning “Mobilization preparations and mobilization in the Russian Federation” specifies that, in the event of mobilization, citizens registered for military duty — not just reservists, but also youngsters serving their mandatory army training terms, students with official deferrals in hand, women in professions subject to military duty — are all prohibited from leaving their place of residence.** So, you cannot just take off to visit grandma. **There's no prescribed punishment for this, but you'd be breaking the rules. [...]**

There are three tiers of people in the military reserve. The first is for soldiers under 35. This is the first tier to be drafted. People of 35 and older make up the second tier, but what difference it makes is left to the discretion of the draft officials, who follow the directives of the military command. 300,000 new troops is not what you would call a modest goal. That's why we can expect the tier system to make some difference in the way the draft is implemented. Besides, we don't know for sure how many people they really hope to recruit.

Deferrals are also granted based on a tier system. For those registered in the army reserve, deferrals are regulated by the mobilization law. There're no special allowances for students there — it's all very rigid. You might get a deferral if you have four children, if you have disabled relatives in your care, if you're the guardian of your own minor sibling — that's it. If you have a child or your spouse is pregnant, you might be able to defer your mandatory term service. But if you're in the reserve, you won't.

If you're not registered in the reserve but are of mandatory draft age, you can apply for a deferral of military duty as an undergrad or a grad student. But if you're a student and you've been chalked up to the reserve based on your limited fitness for service (say, you're in the fitness “category C”) — in theory, you are at risk for being drafted. Or take a graduate student who reached age 27, and, similarly, gets listed in the reserve. Or perhaps, he's a graduate student who studied in a military department during his baccalaureate: at the end of his course of study, he received the rank of sergeant or lieutenant — and was listed with the reserve. If this is the case, he might be a grad student, but he will not get a deferral.

If you're of “limited fitness” for service, the law is somewhat ambiguous. Evidently, everyone in “category E (unfit)” should be able to defer. But other categories of partial fitness will probably be sorted on a case-by-case basis. It's unlikely that those people would all be drafted at once, but in the future, this might happen. If the medical exam shows that someone is acutely ill, the person might get a deferral — and still get drafted later. If you break your arm or get a concussion, the maximal deferral you'd get would cover you for six months. [...]

*Of course, our government is constantly tightening the bolts in the legal system. **The new mobilization decree doesn't even let contract soldiers with expired contracts go home. There're now just three reasons for discharge from the military: you get too old, you get too sick, or you go to prison. It has to be admitted that exercising your right of refusal will be very hard. Insisting on this right will probably soon lead to criminal prosecution.***

» Source: Meduza, 'Prepare to stand up for your convictions' During mobilization, escaping the draft is a legal problem for many Russians. Here's a military lawyer's advice for those who don't want to fight, 22 septembre 2022: <https://meduza.io/en/feature/2022/09/22/prepare-to-stand-up-for-your-convictions>.

Meduza, 20 septembre 2022:

« What happened?

On September 20, Russia's State Duma unanimously passed a bill that would amend the country's Criminal Code. The legislation adds new articles establishing penalties for "crimes against military service" if they are committed during mobilization, during wartime, or under martial law.

What are 'crimes against military service?'

"Crimes against military service" are defined as "crimes against the established order of conducting military service committed by soldiers undergoing military service as a conscript or under contract, as well as citizens belonging to the reserve forces as they undergo their military training."

And the penalties for them are going to get harsher?

Yes — if the crimes are committed:

During mobilization;

During martial law;

At wartime;

In the conditions of an armed conflict;

In the conditions of military hostilities.

All of the above will now be considered "aggravating circumstances." In the last two scenarios listed above, the new, harsher rules can be applied even in the absence of a declaration of war or mobilization (for example, during a "special military operation").

How much more severe will the penalties be?

The prison sentences for "crimes against military service" committed in the circumstances listed above will be significantly higher than for the same crimes committed during peacetime. [...]

Is it now a crime not to show up to military training?

Not quite. According to a lawyer from the Coalition of Russian Human Rights Defenders for Conscientious Objection to Military Service, members of the reserve forces in civilian areas can't be criminally prosecuted.

This law doesn't apply to conscripts or to people in the reserves. There are already multiple incorrect reports on the Internet of people being sentenced to as many as 10 years in prison for not showing up at military training. That's not accurate information. Article 337 of the Criminal Code [...] cannot be applied to people in civilian areas. It only applies to people who have already been conferred military rank and been deployed as a reserve fighter or a conscript.

What new articles were added to the Criminal Code?

Lawmakers added:

One new "crime against military service": "Voluntary surrender";

One new "crime against peace and human safety": "Looting";

Two new "economic crimes" and two new "crimes against state power." [...]

Have these amendments already come into effect?

Not yet, but it appears that they will soon. The new law will have to be approved by the Federation Council, then signed by the president. » Source: Meduza, A new Russian law suggests the country is preparing for mobilization. Here's what it says, 20 septembre 2022: <https://meduza.io/en/cards/the-terms-mobilization-and-martial-law-will-soon-appear-in-russia-s-criminal-code-what-will-that-mean-in-practice>.

Meduza, 20 septembre 2022:

« State Duma deputies have unanimously adopted amendments to the Russian Criminal Code in the second and third readings. The session was broadcast on the Duma website. At the second reading, 381 MPs voted for the amendments and one abstained. At the third reading, 389 deputies voted for it.

A number of new articles of the Criminal Code were added to the bill for the second reading. Among them are “Voluntary surrender” (Article 352.1, up to 10 years in prison) and “Looting” (Article 356.1, up to 15 years).

According to the newly-adopted law, committing a crime “during mobilization or martial law, in wartime” was added the list of aggravating circumstances.

In addition, the law increases imprisonment for the unauthorized abandonment of a unit during mobilization or martial law (Article 337 of the Criminal Code) up to 10 years. Criminal liability is also established for people in the reserve, and those called up for military training, in case of non-appearance or desertion.

The law also introduces punishment (paragraph 2.1 of Article 332 of the CC) for the failure of a subordinate to comply with the order of a superior given during martial law, in wartime, or during an armed conflict, as well as for refusal to participate in military or combat activities. According to the adopted amendments, this could result in two to three years of imprisonment. » Source: Meduza, Russian Duma introduces concepts of ‘mobilization’ and ‘martial law’ into Criminal Code, as well as articles on looting and surrender, 20 septembre 2022: <https://meduza.io/en/news/2022/09/20/russian-duma-introduces-concepts-of-mobilization-and-martial-law-into-criminal-code-as-well-as-articles-on-looting-and-surrender>.

Meduza, 6 mai 2022:

« Generally speaking, mobilization concerns men and women in the reserve. Women with specific skills, like doctors, would be subject to conscription. Russia’s reserves include discharged veterans, graduates of military schools, men older than 27 who never served in the military despite being eligible, men older than 27 whose service was deferred, men who did not serve due to physical limitations or other temporary conditions (such as an outstanding criminal record), men who completed alternative civilian service, and women with military expertise.

Mobilization would not apply to individuals with the right to deferment from conscription during mobilization. (The military issues these deferments for several reasons, such as illness, the need to care for close relatives or underage siblings, parents younger than 16 with four or more children, and members of Parliament.) Additionally, citizens younger than 27 who did not serve as conscripts but were never actually exempted from the draft would not be subject to conscription under mobilization because they're not technically "in the reserve."

Those who served in Russia's alternative civilian service would be subject to recruitment since mobilization is not limited strictly to combat roles. The armed forces can conscript these people as civilian personnel, for example, to serve as medical workers at hospitals.

There is no profession that releases people from mobilization, but the list of codified exemptions is broad and includes conditions like illness, disability, and serious health problems suffered by a close relative.

Fight or flight

Anyone drafted in a mobilization could lose their right to leave the country, but that doesn't necessarily mean that all conscripts would face this restriction. That said, if the president's orders say that mobilization applies to men between the ages of 27 and 60, as well as women with military expertise, these individuals could find it difficult to leave Russia. The exact design of these restrictions would determine their enforcement.

Once mobilization has been announced, the authorities would begin issuing draft-board summons and detaining potential conscripts in the street. Officials might also involve local police departments to help catch draft dodgers. Citizens who evade the draft board without an accepted excuse (illness, injury, sick relatives, or some other major obstacle recognized by the draft board) initially face small fines peaking around 3,000 rubles (about \$50).

Anyone who receives mobilization orders is required to appear at the military barracks or recruitment office designated in the summons. This obligation exists only after the summons is physically delivered, however, meaning that Russians located abroad, beyond the reach of the state's subpoenas, can evade conscription by staying away. [...] » Source: Meduza, How 'mobilization' works in Russia, 6 mai 2022: <https://meduza.io/en/feature/2022/05/06/how-mobilization-works-in-russia>.

Meduza, 3 mai 2022:

« [...] Some soldiers are being discharged for refusing to participate in the "special military operation." Others [who refuse] are threatened with criminal cases, which shouldn't even be remotely possible. They make it more frightening by weaving in treason and desertion. Soldiers are very scared when they write to me and call me. These are overwhelming issues, and there are a lot of them.

Do conscripts who were sent to Ukraine reach out to you?

You could say that, yes. I went to the Bryansk region as a lawyer. There, the mother [of a conscript] was really frightened that her son would be sent to Ukraine. The unit there is near

the border. I went to see this soldier at the base together with his mother and had a conversation with his commander about there being a decree from the commander-in-chief that prevents sending conscripts to take part in the “special operation” in Ukraine. He heard me out. The conscript remained at the unit’s permanent base.

So it’s possible to do some work and free individual soldiers from the motherland’s tenacious grip. [...]

Can military personnel be prosecuted for refusing to take part in the war?

Well, in peacetime it’s rather problematic to carry out criminal prosecution for disobeying orders. But I can’t say that it’s impossible to bring criminal charges. Failure to carry out an order is only a crime if it results in material consequences, or if a combat mission is disrupted. This is covered in Criminal Code Article 332, Part 1 (Failure to Execute an Order). For example, [if] a soldier who was defending the barracks dropped his weapon and ran away, and the barracks burnt down.

But how does one classify this “harm” on Ukrainian soil? It’s very hard. For example, “harm” could mean disrupting a combat mission, incurring casualties among our troops, or failing to achieve strategic goals. But still, there has not yet been a single criminal case, and I think I know why.

Why?

Because it will all end up in the media. If there are criminal cases over the failure of certain missions, that would mean that something in the army didn’t go according to plan.

According to the norms of criminal procedure legislation, if a criminal case is lodged against a soldier, he must be issued a copy of the decision to launch the case. And that must include details of the “significant harm” his actions caused to the interests of the service. Everyone would know that a particular combat mission was disrupted. The coverage of this would undermine the authority of the command, should the case become public. The soldier could be interviewed by journalists and would have a lot of very interesting information to share with them.

Then the internal resistance among regular soldiers will increase if they are faced with criminal cases. So that is why the state isn’t taking this step yet. But I make it clear to everyone that it is, theoretically, possible. [...]

What happens to those who have refused?

Most of them are dismissed. Some are sent on leave, because by law, before they are dismissed, soldiers must be offered all of the leave they are owed and only then can they be discharged from their units. So many of those who were dismissed are still on leave.

And they don’t sack all of them. In some cases, there is such a large share of people who refuse, there will be nobody left to serve if they dismiss them all. So, they make an example of a couple of those who refuse.

I also have people who were not sacked after refusing. One was serving with the FSB as a driver with military counter-intelligence. He was reinstated. They frightened him, shouted at him, but nothing else happened, he still drives for them.

You wrote that some of those who are dismissed have their service records stamped with “prone to treachery, deceit, and lies.”

I got so much hate for that, for those stamps. I was accused of spreading false information, [there were claims] that this first appeared in Ukrainian Telegram channels. No, it appeared with me. A soldier came to me complaining about that stamp.

Do people often come to you about that?

No, it is probably the personal initiative of several commanders. I was recently shown a military service card with notes that the soldier refused to take part in the “special military operation” and is therefore being dismissed for “failing to fulfil the terms of [their] contract.” That is the same thing, just a softer way of putting it. They make that kind of note in the service records or on a military service card, to ruin these soldiers’ lives. This note is not based on anything, it is unlawful, and you can request to have it annulled. I’ll be working on that.

How could it ruin soldiers’ lives?

It will impact a soldier’s future employment options, when he, for example, wants to join another military unit, the police, the Federal Penitentiary Service, or any other law enforcement body. The only leverage these commanders have is to shout and threaten criminal cases, but in reality they can only sack them.

Many want to be dismissed, but their commanders need to respond to it somehow, and so they don’t have anything else they can do but shout or threaten, and write these notes. » Source: Meduza, ‘Freeing them from the motherland’s tenacious grip’ Russian soldiers are refusing to fight in Ukraine. Lawyer Maxim Grebenyuk is helping defend their rights, 3 mai 2022: https://meduza.io/en/feature/2022/05/03/freeing-them-from-the-motherland-s-tenacious-grip?utm_source=email&utm_medium=briefly&utm_campaign=2022-05-04.

The Moscow Times, 20 septembre 2022:

« Russian lawmakers passed sweeping legislation Tuesday introducing jail terms of up to 15 years for wartime acts, including surrendering, as the country’s forces face major battlefield setbacks nearly seven months after invading Ukraine.

Voluntary surrender and looting are punished by 10 and 15 years in prison, respectively, with “mobilization, martial law and wartime” listed as aggravating circumstances.

Desertion during mobilization or wartime will be punished by up to 10 years, according to the bill authored by members of all parties represented in parliament.

Conscientious objectors are punished by up to three years in prison during wartime.

The bill introduces the concepts of “mobilization, martial law and wartime” previously not mentioned in the Russian Criminal Code, according to human rights lawyer Pavel Chikov, who first reported on the draft Duma bill.

Observers speculate that its passage paves the way for general mobilization amid Russia’s struggles to replenish its depleting troops in Ukraine.

Soldiers who refuse service can be jailed even without martial law, military lawyer Maxim Grebenyuk told the independent news website Vyorstka, pointing to language in the legislation that punishes soldiers during an “armed conflict.” » Source: The Moscow Times, Russian Lawmakers Approve Long Jail Terms for Military Surrender, Refusal to Serve, 20 septembre 2022: www.themoscowtimes.com/2022/09/20/pepsico-ends-production-in-russia-reuters-a78839.

PBS News, 1er avril 2022:

« All Russian men aged 18-27 must serve one year in the military, but a large share avoid the draft for health reasons or deferments granted to university students. The share of men who avoid the draft is particularly big in Moscow and other major cities. [...]

There have been allegations that before the invasion, some conscripts were forced to sign military contracts that allowed them to be sent into combat — duty that is normally reserved only for volunteers in the army. Some of the captured soldiers said they were told by their commanding officers that they were going to a military exercise but suddenly found themselves fighting in Ukraine.

Lyudmila Narusova, a member of the upper house of the Russian parliament, spoke in early March about an entire company of 100 men who were forced to sign such contracts and were sent into the combat zone — and only four survived. Military officials did not comment on her allegation.

Svetlana Agapitova, the human rights commissioner in St. Petersburg, said Wednesday that relatives of seven soldiers had written to her to complain the men had been forced to sign the contract and sent to Ukraine against their will. She said two of them already had been brought back to Russia.

In recent years, the Kremlin has emphasized increasing the share of volunteer contract soldiers as it sought to modernize the army and improve its readiness. The force of 1 million now has over 400,000 contract soldiers, including 147,000 in the infantry. If the war drags on, those numbers could be insufficient to sustain the operations. [...]

Proposed legislation would facilitate the draft by allowing military recruiters to call up conscripts more easily, but the bill has been put on hold for now.

Still, it added to the public’s anxiety.

Alexei Tabalov, a lawyer who advises conscripts, said medical panels at recruitment offices often admit youths who should be exempt from service because of illness. Now, he added, their attitudes could grow even tougher.

"It's quite probable that doctors may shut their eyes to conscripts' illnesses and declare them fit for military duty," Tabalov said.

In addition to lowering the medical standard for draftees, there are fears that the government could try to impose some sort of martial law that would ban Russian men from leaving the country and, like Ukraine, force them to fight.

"We have received a lot of calls from people fearing mobilization," Tabalov said. "People now are afraid of everything in this situation. No one even thought before about the need to analyze the law on mobilization."

The Kremlin has strongly denied any such plans, and military officials insist the army has enough contract soldiers to serve in Ukraine. Still, many Russians remain skeptical of the officials' denials, given their track record.

"What kind of trust could there be if Putin says one day that conscripts will not be sent there ... and then the Defense Ministry recognizes that they were there?" Tabalov asked.

An existing law allows for a 21-month alternative civil service in hospitals, nursing homes and other facilities for those who view military duty as incompatible with their beliefs, but military conscription offices often broadly ignore requests for such service.

After the war began, Tabalov said his group saw a large increase in inquiries about the alternative service law, which is vaguely phrased and allows military officials to easily turn down applications.

"We are worried that in the current militarist mood, military conscription offices can take a tougher attitude and reject appeals for the alternative civil service," he said. » Source: PBS News, Invasion of Ukraine fuels fears among draft-age Russian youths, 1er avril 2022: www.pbs.org/newshour/world/invasion-of-ukraine-fuels-fears-among-draft-age-russian-youths.

Reuters, 20 septembre 2022:

« Russia's parliament on Tuesday approved a bill to toughen punishments for a host of crimes such as desertion, damage to military property and insubordination if they are committed during military mobilisation or combat situations.

The bill, passed in its second and third readings on Tuesday by the lower house of parliament, the Duma, comes amid debate inside Russia about a possible mobilisation, a step which could significantly escalate the conflict in Ukraine.

"Until today, the Russian criminal code did not have the concepts of 'mobilisation' or 'combat operations'," Pavel Chikov, head of the Agora law firm, which has represented a series of high-profile legal cases in Russia, told Reuters.

According to a copy of the bill, seen by Reuters, voluntary surrender would become a crime for Russian military personnel, punishable by 10 years in prison.

The Kremlin said last week that there was no discussion of a nationwide mobilisation to bolster the military campaign in Ukraine, days after a surprise Ukrainian offensive forced Russia from almost all of Kharkiv region.

But some Russian politicians and some nationalists have called for a full mobilisation.

Russia describes its actions in Ukraine as a "special military operation", and critics who call it a war or an invasion have been prosecuted under laws passed earlier this year against discrediting the armed forces or spreading false news about them. » Source: Reuters, Russian parliament toughens punishment for crimes during military mobilisation, 20 septembre 2022: www.swissinfo.ch/eng/russian-parliament-toughens-punishment-for-crimes-during-military-mobilisation/47914604.

RFE/RL, 20 septembre 2022:

« Russia's lower chamber of parliament, the State Duma, has approved a bill that toughens punishments for desertion, damage to military property, looting, defection, and insubordination if they are committed during military mobilization or combat situations as the country continues its ongoing unprovoked invasion of Ukraine.

The bill was approved on September 20 amid debates among Russian authorities and regional governors about a possible military mobilization, a move that could significantly escalate the war in Ukraine, which is now in its seventh month.

In the article about the crimes, the approved bill replaced the phrase "during armed conflicts or military actions" with "in the period of mobilization or the state of martial law, as well as during war time or while armed conflict and combat activities are under way."

Kremlin spokesman Dmitry Peskov said a week ago that Moscow does not plan to announce a full or partial mobilization for the war in Ukraine as Russian troops suffered losses and lost territory in Ukraine's Kharkiv region to a counteroffensive.

Ukrainian armed forces have recaptured several thousands of square kilometers from Russia in a counteroffensive launched since early September. » Source: Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), Russian Lawmakers Approve Bill Toughening Punishment For Crimes During Mobilization, 20 septembre 2022: www.rferl.org/a/russia-duma-bill-punishments-military-mobilization/32042980.html.

RFE/RL, 20 juillet 2022:

« Russian military regulations provide some legal justification and procedures for soldiers who disobey orders, according to Sergei Krivenko, a rights activist -- particularly for those who state they are anti-war, or pacifists.

“If a soldier acts according to such procedures, then he cannot be criminally prosecuted for this. Because there are no criminal articles for requesting the termination of a contract based on anti-war beliefs,” Krivenko told Current Time. “The soldier is in the unit, he’s not running away anywhere. And that means he can’t be prosecuted for desertion or going AWOL.”

“He’s not refusing to carry out orders, so the article on insubordination or disobeying orders isn’t relevant either, because he’s not refusing to do so,” he said. “He simply declares that he has anti-war convictions.”

'I Had To Refuse So I Could Stay Alive'

Russia’s troops in Ukraine are largely made up of contract soldiers: volunteer personnel who sign fixed-term contracts for service. The range of experience varies. Other units include troops from private military companies like Vagner, or specialized, semiautonomous units overseen by Chechnya’s strongman leader, Ramzan Kadyrov.

The discontent in Kaminsky’s 11th Brigade is not an isolated case, and there are indications that Russian commanders are trying different tactics to keep the problem from spiraling out of control: for example, publicly shaming soldiers who are refusing to fight.

In Buryatia, where the 11th Brigade is based, dozens of personnel have sought legal assistance from local activists, seeking to break their contracts and get out of service in Ukraine, for various reasons.

In the southern Russian town of Budyonnovsk, on the home base for the 205th Cossack Motorized Rifle Brigade, commanders have erected a “wall of shame” with the names, ranks, and photographs of some 300 soldiers who have disobeyed orders in the Ukraine war.

“They forgot their military oaths, the ceremonial promise, their vows of duty to their Fatherland,” the board reads. [...] » Source: Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL): Why Russian Soldiers Are Refusing To Fight In The War On Ukraine , 20 juillet 2022: www.ecoi.net/en/document/2076014.html.

RFE/RL, 14 juillet 2022:

« Nearly five months after launching the largest war in Europe since World War II, Russia's military has a problem: not enough men; too many dead and wounded.

Russian officials are conducting a sweeping campaign to recruit more men to replenish the ranks of its units waging war on Ukraine, which the Kremlin calls a "special military operation." [...]

"It's not mobilization," said Oleg Ignatov, a Russian analyst with the International Crisis Group, a Brussels-based research organization. "They don't want to declare war, for the time being. But they need men, infantry. They've experienced serious losses, and the success of this military operation won't happen without serious recruitment of new people.

"It's a flexible system, like covert recruiting, a hybrid system," he told RFE/RL. "But no one is forcing anyone to do anything. "

"Russia is facing a systemic manpower issue, and they are using multiple ad-hoc methods to fill in the gaps with volunteers, mercenaries, prison battalions, and personnel from other parts of the government like the national guard," said Dara Massicot, a policy researcher at the Rand Corporation and former senior analyst at the U.S. Defense Department. "It results in minimally trained soldiers and presumable lack of cohesion at the unit level." [...]

In a detailed investigation published on July 13, the online news site Meduza detailed how Vagner and at least one other private military company worked closely with the Defense Ministry, both on deployments and recruiting, as part of covert mobilization.

"The line between mercenaries, the regular army and 'volunteers' has been completely erased during the war in Ukraine," Meduza said.

"There are no wild units," one private soldier was quoted as saying, using a term that describes independent or autonomous private forces. "Everyone works for the Defense Ministry."

On paper, Russia has a huge military: around 1 million active-duty members including all branches. The country also retains a system of mandatory conscription, where all men between 18 and 27 are required to serve at least a year in the armed forces, although many find ways to avoid service.

The military runs two cycles of conscription, in April and in September. This April, 135,000 men were drafted.

Conscript soldiers are forbidden from serving abroad, including in Ukraine. In the early days after the invasion, some conscripts were deployed in the invasion, something the Kremlin said was not supposed to have happened.

The ongoing national recruiting campaign reportedly includes efforts to pressure conscripts nearing the end of mandatory service -- something that will occur in the next two months for the September cycle -- to sign on for new volunteer contracts.

"Russia needed a systematic solution to its manpower problems months ago like a large reservist mobilization or even partial mobilization," Massicot said, "but such efforts would be politically unpopular and also structurally difficult for Russia's mobilization system." » Source: RFE/RL, 'The Orchestra Needs Musicians': Behind The Covert Mobilization To Reinforce Russian Troops In Ukraine, 14 juillet 2022: www.rferl.org/a/covert-mobilization-reinforce-russian-troops-ukraine/31943783.html.

Tass, 24 septembre 2022:

« President Vladimir Putin has approved amendments to Russia's Criminal Code, under which those servicemen who refuse to follow a senior officer's order during martial law or to go to combat will be handed a prison sentence of up to three years, and if this entails grave consequences, such offenders may face up to ten years in prison, according to the law published on the official legal information portal.

The amendments are made to Article 332 of Russia's Criminal Code. Non-execution of the senior officer's order during martial law, in wartime or amid an armed conflict or combat operations, as well as refusal to participate in military or combat operations is punishable with an imprisonment of two to three years. However, those who refuse to go to combat, which entailed grave consequences, may face a jail term of three to ten years.

Under the new law, desertion during mobilization or wartime shall be punishable by up to 15 years behind bars. Article 338 of Russia's Criminal Code is supplemented with part three, according to which absence from the place of service without leave, desertion with weapons, as well as desertion of a group during the mobilization or martial law, in wartime or amid an armed conflict shall be punishable by an imprisonment for five years or up to 15 years.

The law declares periods of mobilization, martial law and wartime as aggravating factors in criminal sentencing.

Those who voluntarily surrender to the enemy will face a prison sentence of up to ten years. Article 352.1 'Voluntary surrender' is added to the Criminal Code. Under the article, this offense will be punishable by three to ten years in prison.

Nevertheless, a first-time offender can be released from criminal liability provided that the soldier has taken measures for his release, has returned to his unit or duty station, and has not committed any other crimes while in captivity.

Those convicted of looting during a military conflict or in wartime could face up to 15 years behind bars.

Under a new Article 356.1 added to the Russian Criminal Code, looting without any aggravating circumstances will be punishable by up to six years in prison, while a similar crime involving violence, not dangerous to life or health, or threats of using such violence will carry a prison term of up to 10 years.

The harshest punishment of eight up to 15 years in jail will apply to looting committed by an organized group in large amounts with threats to kill or inflict harm to health.

The failure to fulfill the defense procurement order in Russia will be punishable by up to 10 years behind bars. » Source: Tass, Russia introduces jail terms for servicemen who refuse to go to combat — law, 24 septembre 2022: <https://tass.com/politics/1512755>.

The Washington Post, 21 septembre 2022:

« Partial mobilization is a term for when specific groups of people will be called up to serve in Russia's armed forces. It is different from a general mobilization, which involves drafting from the general population, refocusing the entire economy and essentially setting the whole country on a warpath, hitting a pause on normalcy. [...]

Russian Defense Minister Sergei Shoigu said Wednesday following Putin's address that Russia would call as many as 300,000 reservists to military service. **Russians have reportedly already begun to receive notices summoning them to appear for service.**

Shoigu said the country's "mobilization resource amounts to 25 million people, and a little more than 1 percent of this number falls under partial mobilization" as ordered by Putin.

If true, this is a significant increase: **Russia is believed to have invaded Ukraine with about 150,000 troops in late February — so an additional 300,000 is more than double that.** While it's unclear how exactly the reservists would be deployed, Putin's move follows reports of heavy troop losses in Ukraine. It would be the first military mobilization in the history of modern Russia.

Outside estimates of the number of reservists available to Russian military leaders vary. **The Institute for the Study of War, a U.S.-based think tank that closely tracks the war in Ukraine, previously said Russia has more than 2 million reservists, including former conscripts and contract soldiers.** However, "few are actively trained or prepared for war," the ISW said. Only about 10 percent of them receive ongoing training after they complete their basic military service, it added.

Under Putin's "partial mobilization," several groups of people are entitled to avoid being called up: students, parents with four or more small children, people essential to crucial industry operations and caregivers, among others.

How significant is Putin's partial mobilization?

Rob Lee, a senior fellow in the Foreign Policy Research Institute's Eurasia program, characterized Wednesday's announcement as "one of the most significant/riskiest political decisions Putin has ever made."

In the short term, Lee wrote on Twitter, the partial mobilization of reservists and new measures to forcibly extend the contracts of volunteers currently serving in Ukraine "could be enough to prevent a collapse of Russian forces. Otherwise, Russia's manpower issues could have become catastrophic this winter when many short-term volunteers likely would not sign another contract." [...]

Who within Russia will be called up to serve?

According to Putin and Shoigu, the mobilization will affect Russians who served in the military and are now listed as reservists, as well as those who have military occupations, which could include medical workers and various technical specialists. "Only citizens who are currently in the reserve and, above all, those who served in the armed forces, have certain military specialties and relevant experience will be subject to conscription for military service," Putin said Wednesday, adding that they will receive "additional military training."

Russian law experts note that the cap of 300,000 people announced by Shoigu can be revised upward if necessary, as the decree issued by the Kremlin is broad — most likely on purpose, to allow for reinterpretation.

In a move likely to inflame tensions within Russian society, the head of the Russian parliament's defense committee, Andrei Kartapolov, said the geographic distribution of reservists would be based on population size, meaning that the most populated regions of the country, including the capital, Moscow, would have to send the highest number of soldiers. "Each [region] of the Russian Federation receives a distribution order based on its capabilities," Kartapolov said Wednesday.

How long will soldiers have to serve under partial mobilization?

The Kremlin did not specify Wednesday how long reservists called up under the partial mobilization would have to serve — and the presidential decree is light on details. "The decree does not give any details of mobilization and is formulated as broadly as possible, so the President leaves it at the discretion of the Defense Minister," Pavel Chikov, a lawyer who leads the Agora International Human Rights Group, wrote on Telegram.

Putin's decree also automatically prolongs existing soldiers' contracts "until the end of the period of mobilization," barring them from leaving the front lines indefinitely. This would potentially affect thousands of men who already signed short-term contracts as part of a nationwide recruitment campaign largely viewed as a "shadow mobilization" that sought to replenish losses over the summer without officially acknowledging that the operation requires a wider effort.

How will the partial mobilization work?

Chikov, the human rights lawyer, said the process will start with reservists receiving their mobilization orders. This has already begun happening: Four people in different Russian cities told The Washington Post they have either received the summons or saw officers hand them to their colleagues or relatives. They spoke on the condition of anonymity to talk freely.

"These are men who have served in the army and have signed a contract to stay in the reserve," Chikov said, adding that the next wave of orders will affect reservists falling into three categories depending on their age and rank.

According to Chikov, the Defense Ministry will form quotas for mobilization for each of the 85 regions of Russia, and officials there will be responsible for implementing the quotas. Last week, several regions backed a proposal from the head of the Chechen Republic, Ramzan Kadyrov, to "self-mobilize" by pledging to send volunteer units with 1,000 soldiers to the war. [...]

It is not immediately clear whether Russia's own borders will be shut for all potentially eligible Russians or just to those who already received a summons. The Kremlin on Wednesday afternoon declined to comment on that, saying only that "clarifications will be available later." » Source: The Washington Post, What does Putin's partial military mobilization mean for Russia and Ukraine?, 21 septembre 2022: www.washingtonpost.com/world/2022/09/21/russia-partial-mobilization-putin-war-ukraine/.

The Washington Post, 1^{er} avril 2022:

« All Russian men between 18 and 27 must serve one year in the military, and recruitment campaigns are usually held each spring and fall. **Dodging the draft is punishable by heavy fines and sentences of up to two years in prison.**

Human rights groups and lawyers say that since Russia invaded Ukraine on Feb. 24, they have been receiving a barrage of calls from eligible men, as well as their wives, girlfriends and mothers, seeking legal help in avoiding the draft.

“The amount of applications is enormous, much more if compared [to previous drafts],” said a lawyer who works with a legal group called *Conscious Refusal From Military Service* in Russia, which assists Russians in navigating the laws on conscription and contract service in the armed forces. The lawyer spoke on the condition of anonymity because Russia has recently introduced new laws mandating punishment for “discrediting” the Russian army. [...]

Under Russian law, men can refuse to join the military and seek alternative service — such as shifts at post offices, nursing homes and hospitals — for religious, ethical or political reasons. [...]

At the same time, volunteering to serve as a contract soldier is one of the few options for young Russian men in need of a job with stable pay. **Human rights groups have also reported that some conscripts were forced into contract service ahead of the invasion of Ukraine.**

“Overall, the problem with conscripts being forced to sign contracts is a systemic one and was there before the war started,” the lawyer said. “This is all done so military bosses can draw good numbers in their recruitment reports.”

Many requests for help received by the lawyer’s group are from professional soldiers and other contractors who are trying to avoid being sent to Ukraine. » Source: The Washington Post, As Russia drafts young men, some fear ending up on Ukraine’s front line, 1er avril 2022: <https://www.washingtonpost.com/world/2022/04/01/russia-military-army-conscripts-draft/>.

L’Organisation suisse d’aide aux réfugiés OSAR est l’association faîtière nationale des organisations suisses d’aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s’engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l’OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l’OSAR sur la Fédération de Russie ainsi que sur d’autres pays d’origine de requérant-e-s d’asile sous www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine.

La newsletter de l’OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter.